



**SAMEDI 13 JANVIER 2018 DE 14H30 À 18H30\***

4ÈME SESSION DU CYCLE D'OUVERTURE

**BIENS COMMUNS - HISTOIRE, ACTUALITÉS ET PERSPECTIVES**

## **LA TECHNOLOGISATION DE LA VIE ET SES CONSEQUENCES SUR LES BIENS COMMUNS**

\* \* \*

### **LES TECHNOSCIENCES EN DEMOCRATIE**

**14h30 : accueil, 15h - 18h30 : interventions, échanges, pause, débats. Verre convivial en clôture.**

Avec **Anthony Laurent** et **Edouard V. Piely** (journalistes, Sciences Critiques), **Riccardo Petrella** (économiste, politologue), **Joao Caraça** (Président du Conseil général de l'Université de Coimbra), **Jacques Testart** (biologiste, fondation Sciences citoyennes), **Florence Piron** (Professeure et présidente de l'association "Science et Bien Commun" - Québec).

**INTERVENTIONS :** **Anthony Laurent** et **Édouard V. Piely** : constats critiques de la technologisation de la vie. **Riccardo Petrella** et **Joao Caraça** : les principales étapes des processus de marchandisation, privatisation et financiarisation de la technologisation de la vie et de la société. Retour sur les cinquante dernières années/pensées pour le devenir. **Florence Piron** et **Jacques Testart** : comment mettre la (techno)science et la technologisation du monde au service du bien commun et des biens communs (« science ouverte », démocratie scientifique et technique, rôle de la société civile et du milieu associatif, responsabilité et évaluation citoyennes des processus de technologisation... ) ?

#### **PRESENTATION GENERALE :**

*« On n'arrête pas le progrès ! » « Il faut vivre avec son temps ! » « La technologie est neutre. Tout dépend de ce que l'on en fait ! ».* De nos jours, les lieux communs et les poncifs concernant les nouvelles technologies du vivant et le numérique sont légion ; les réflexions critiques, inexistantes -ou tout comme-, notamment au sujet de leurs relations avec les biens communs.

Pourtant l'activité scientifique s'est progressivement transformée, passant de l'observation méthodique de la nature à la conception et à la production d'objets marchands (ordinateurs, téléphones portables et autres gadgets électroniques, produits chimiques, nano-biotechnologies, etc.). A titre d'exemples :

- Comment la technologisation de la communication (câblage optique, microélectronique, intelligence artificielle...) a-t-elle conduit à la monétisation de l'information, de l'image et à la privatisation des services info-communicationnels fondamentaux ?
- De quelle manière, la technologisation intensive de la production des médicaments et des pratiques médicales a-t-elle favorisé la marchandisation et l'appropriation intellectuelle privée du vivant (les brevets) et des services médicaux ?
- Comment, encore, la technologisation de l'eau potable (par exemple le dessalement de l'eau de mer ou le recyclage de l'eau usée pour produire de l'eau potable) a-t-elle contribué à la marchandisation de l'eau et à la privatisation des services publics hydriques ? Peut-on aussi attribuer à la technologisation avancée de l'embouteillage et/ou au marketing informatisé la marchandisation globale et la privatisation généralisée de l'eau minérale en bouteille ?

L'expansion et la globalisation du capitalisme ont accompagné et renforcé cette mutation, et l'alliance historique du capital et de la technoscience a donné naissance à un technocapitalisme mondialisé, « *fait social total* » (Marcel Mauss).

Privatisée et rationalisée, la recherche scientifique est à l'heure actuelle totalement mobilisée pour mettre au point la sacro-sainte innovation technologique, source, dit-on, de compétitivité, de croissance et de prospérité économiques. L'innovation technologique est en outre auréolée de l'image vertueuse du progrès social et humain.

L'univers de ce qu'on appelait jadis l'économie publique, non marchande, les biens communs, les services publics, les activités d'intérêt général, les domaines publics inaliénables a été transformé et bouleversé.

Quel a été et reste le rôle de la technologisation croissante, rapide et intensive dans cette transformation? Le retrait massif des institutions et organisations publiques préfigure-t-il une reconversion du concept même du bien commun et des biens communs ou leur remplacement par des institutions et organisations privées et non-étatiques témoigne-t-il d'un renversement de système?

Force est, en tout cas, de constater que les politiques à la base de la technologisation de la vie et de nos sociétés échappent au contrôle démocratique. Les espaces de décision réelle sont restreints aux marchés financiers mondiaux et aux grands consortia techno-industriels et commerciaux multinationaux privés en collaboration avec les technocraties publiques nationales et internationales. Face aux dangers des développements technoscientifiques, comment privilégier la défense du bien commun ? Une participation citoyenne effective sur tous les continents est-elle réalisable et à quelles conditions ?

Signalez votre présence : [universitebiencommun@gmail.com](mailto:universitebiencommun@gmail.com) ou 01 40 05 05 67

**\*100 Etablissement Culturel Solidaire**, 100 Rue de Charenton (Paris 12e). Métro : Gare de Lyon (L1) ou Ledru-Rollin (L8) - RER : Gare de Lyon - Bus : 57 et 29 - Vélib : Hector Malot - Charenton n°12101

LA SESSION SERA ENREGISTRÉ ET FERA L'OBJET DE DEUX ÉMISSIONS SUR LA RADIO SUR FRÉQUENCE PARIS PLURIELLE (106.3 BANDE FM)

Il est conseillé de suivre la session dans son intégralité